

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-36 du 29 octobre 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump ajuste les droits de douane 338 visant le Canada
2. Le département du Commerce publie les résultats de l'enquête 232 sur les éoliennes et leurs composants

Climat – énergie – environnement

3. Le SER participe à la 4ème réunion du partenariat bilatéral sur l'énergie à Oak Ridge (Tennessee)
4. La Maison Blanche débloque des fonds du Defense Production Act pour renforcer les capacités américaines de raffinage
5. L'Agence de Protection de l'Environnement révisé les réglementations sur les émissions de méthane et d'autres polluants liés à la production de pétrole et de gaz naturel

Transport et infrastructure

6. Le secrétaire aux Transports investit 498 M USD pour moderniser les infrastructures portuaires
7. Le secrétaire aux Transports annonce la première autorisation de la FAA pour des essais de marché d'un aéronef eVTOL

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Un programme de 5 Mds USD de prêts garantis à destination des éleveurs et pêcheurs américains
9. Pour contrer la hausse des intrants en agriculture, l'administration met à disposition une enveloppe de 8 Mds USD

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump ajuste les droits de douane 338 visant le Canada

Le 23 octobre, D. Trump a ajusté, par [décret présidentiel \(fact sheet\)](#), la liste des biens canadiens soumis aux droits 338. Les retraits concernent des panneaux de contreplaqué, certains produits en papier, caisses et boîtes d'emballage, certaines machines et équipement de réfrigération ; ces baisses sont compensées par des hausses sur d'autres produits (certaines soupapes, moquettes, déchets). L'effet total des droits sera donc inchangé. Selon [Bloomberg](#), cette décision répond aux inquiétudes de la sénatrice S. Collins (R-ME) sur les conséquences des droits de douane pour l'économie du Maine. Ces retraits et ajouts entreront en vigueur le 30 octobre.

2. Le département du Commerce publie les résultats de l'enquête 232 sur les éoliennes et leurs composants

Le 22 octobre, à l'issue de la publication des conclusions de l'enquête 232 sur l'importations d'éoliennes et leurs composants, qui établissent une menace pour la sécurité nationale, D. Trump a [renoncé](#) à imposer d'emblée des droits de douane sur ces importations. Le Président a chargé le Représentant américain au commerce de négocier avec les partenaires commerciaux pendant 180 jours. Pour mémoire, le BIS (Bureau de l'Industrie et du Commerce) avait lancé cette enquête en août 2025.

Brèves

- Le 25 octobre, le Trésor américain a [proposé](#) une [règlementation](#) étendant le contrôle des investissements américains dans les technologies sensibles de la Chine et autres « pays préoccupants », en application de la loi COINS de 2025 : interdiction de tout investissement dans le développement de systèmes d'intelligence artificielle, restrictions quasi totales sur le quantique, limites ciblées sur les semiconducteurs, le calcul haute performance et l'hypersonique, et [extension](#) aux biotechnologies. Les commentaires sont ouverts jusqu'au 7 décembre, la règle définitive devant être adoptée d'ici le 13 mars.
- Le 26 octobre, le bureau du Représentant américain au Commerce (USTR) a [proposé](#) de [prolonger de deux mois](#), jusqu'au 9 janvier 2027, la suspension des redevances portuaires et droits pris au titre de l'enquête 301 sur la construction navale, conformément à la prolongation de la

trêve sino-américaine annoncée le mois dernier. Une consultation publique est ouverte jusqu'au 30 octobre.

- Le 28 octobre, le département de la Sécurité intérieure (DHS) a [ajouté](#) BGI Group, BGI Genomics et MGI, à la liste d'entités établie dans le cadre de la loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours (Uyghur Forced Labor Prevention Act – UFLPA), pour avoir mené au Xinjiang des tests génétiques facilitant la surveillance et la répression des minorités ethniques.

Climat – énergie – environnement

3. Le SER participe à la 4^{ème} réunion du partenariat bilatéral sur l'énergie à Oak Ridge (Tennessee)



Le Service économique régional de l'ambassade (SER) a participé à la quatrième réunion de haut niveau du Partenariat bilatéral franco-américain sur l'énergie, la première depuis la prise de fonctions de l'administration Trump II. La réunion s'est tenue le 19 octobre à Oak Ridge, Tennessee. Elle était coprésidée par le Département américain de l'Énergie (DOE), le Département d'État américain (DOS), le Ministère français de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, ainsi que le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, avec le soutien technique du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). La réunion a permis de souligner la relation profonde et durable entre les États-Unis et la France sur les questions énergétiques, et permis de fixer une feuille de route pour 2027. En parallèle de la réunion, les délégations ont eu l'opportunité de visiter le laboratoire national d'Oak Ridge et le futur site où la société française Orano développera son installation d'enrichissement d'uranium, représentant un investissement de plusieurs milliards de dollars, appelée Projet IKE. Enfin, une

table ronde commerciale a été organisée, au cours de laquelle plusieurs entreprises françaises basées aux États-Unis (Engie, Framatome, Orano, Schneider Electric, TotalEnergies) ont eu l'opportunité de présenter leurs activités aux États-Unis et d'échanger avec les délégations.

4. La Maison Blanche débloque des fonds du *Defense Production Act* pour renforcer les capacités américaines de raffinage

La Maison-Blanche a [publié](#) le 22 octobre 2026 un mémorandum présidentiel visant à renforcer les capacités américaines de production, de raffinage et de logistique dans le secteur pétrolier, considérées comme essentielles à la défense nationale. Sur le fondement de l'article 303 de la loi de 1950 sur la production de défense (Defense Production Act, DPA) et dans le prolongement de la déclaration d'urgence énergétique nationale de janvier 2025, le mémorandum autorise le secrétaire à la Guerre à mobiliser les instruments prévus par cette loi, notamment les achats, les engagements d'achat et les soutiens financiers destinés à développer les capacités de production. Il dispense également ces mesures de plusieurs exigences procédurales prévues par la loi, afin d'accélérer leur mise en œuvre.

En complément, le Département de l'Énergie (DOE) a [annoncé](#) le 22 octobre la mobilisation de fonds allant jusqu'à 150 M\$ au titre du DPA pour accroître les capacités nationales en termes de production de produits pétroliers raffinés, de stockage et de logistique. Selon le DOE, ces investissements devraient permettre d'augmenter la production de produits raffinés de plusieurs millions de gallons par jour. La sélection des projets bénéficiaires est en cours.

5. L'Agence de Protection de l'Environnement révisé les réglementations sur les émissions de méthane et d'autres polluants liés à la production de pétrole et de gaz naturel

L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [annoncé](#) le 27 octobre une proposition visant à réviser les réglementations sur les émissions de méthane et d'autres polluants liées à la production de pétrole et de gaz naturel, adoptées en 2024 sous l'administration Biden. L'EPA indique que les règles de 2024 seraient trop coûteuses, inadaptées aux petits producteurs et susceptibles d'entraîner la fermeture de nombreux puits. Elle indique que les principaux objectifs de cette révision sont de i) réduire les coûts réglementaires de 45 Mds\$, ii) accroître la production nationale avec un potentiel supplémentaire estimé à 210 millions de barils de pétrole et 40 milliards de m3 de gaz naturel, iii) préserver les petits puits pétroliers,

notamment les puits à faible production, qui représentent environ 80% des puits producteurs américains.

Les modifications proposées envisagent de :

- adapter les normes aux différents types de puits, selon leur production ou la nature des ressources exploitées ;
- supprimer le programme de surveillance des fuites importantes par des organismes tiers agréés ;
- assouplir les exigences relatives aux couvercles et aux systèmes de captage des émissions, notamment pour faciliter les opérations de réparations ;
- autoriser de nouveau le torchage de gaz associé avec un rendement de réduction des émissions de 95% plutôt que d'imposer systématiquement sa récupération et sa commercialisation ;
- accorder davantage de souplesse technique pour la surveillance des flammes et le contrôle des émissions.

Après la publication de la proposition de révision au registre fédéral, l'EPA prévoit une consultation publique d'au moins 45 jours, comprenant une audience publique.

Brèves

- La Maison Blanche a [annoncé](#) le 28 octobre l'arrivée au Texas du premier million de barils de pétrole obtenus par l'administration Trump dans le cadre de l'accord pétrolier qualifié d'historique conclu par le président D. Trump avec le Venezuela ([voir brèves du 3 septembre 2026](#)). La Maison Blanche précise que l'intégralité du pétrole est acheminée vers les États-Unis sans aucun coût pour le pays ni pour les contribuables américains.
- Le Département de l'Intérieur (DOI) a [annoncé](#) le 21 octobre la publication par l'*United States Geological Survey* (USGS) d'une évaluation relative à l'*Alaska North Slope*, estimant à 96 000 milliards de pieds cubes (environ 2718 milliards de m³) les ressources en gaz naturel techniquement récupérables encore non découvertes sur le versant nord de l'Alaska. Ce volume représente près de trois fois les quelque 35 000 milliards de pieds cubes (991 milliards de m³) de réserves de gaz prouvées dans cette région. Le DOI indique que cette découverte est une opportunité stratégique pour renforcer l'indépendance énergétique américaine, approvisionner les alliés des États-Unis dans le Pacifique, garantir un approvisionnement fiable et

abordable, créer des emplois et générer des retombées économiques durables.

- L'Agence d'Information sur l'Energie (EIA) a [publié](#) le 22 octobre une analyse des taux d'utilisation des raffineries en 2026, qui sont à plus de 95% en moyenne, le taux le plus haut depuis 1998. La production est la plus haute seulement depuis 2019 en raison d'une baisse des capacités de 4% entre 2019 et 2026.
- Le Département de l'Energie (DOE) a [annoncé](#) le 23 octobre que le Kazakhstan et le Guyana ont rejoint l'Algérie, le Nigeria, le Qatar et les États-Unis pour demander à l'Union européenne de reporter la mise en œuvre du règlement européen sur le méthane (EUMR) et d'y apporter des modifications ciblées, afin de supprimer les obstacles jugés inutiles aux exportations d'énergie vers l'Europe, tout en garantissant un cadre de conformité opérationnel. Le DOE indique qu'en 2025, le Kazakhstan, les États-Unis, le Nigeria et le Guyana représentaient ensemble environ 37 % des importations de pétrole brut de l'Union européenne en volume. Par ailleurs, l'Algérie, le Qatar, le Nigeria et les États-Unis auraient assuré collectivement près de 50 % des importations européennes de gaz naturel, gaz naturel liquéfié (GNL) compris.
- Le 23 octobre, le Département de l'Energie (DOE) a [désigné](#) l'hélium comme « critical mineral » au titre de l'Energy Act de 2020, compte tenu de son rôle essentiel dans l'industrie manufacturière américaine et de l'exposition croissante aux risques pesant sur les chaînes d'approvisionnement. Le DOE précise que malgré l'abondance des ressources nationales en hélium, les capacités de raffinage limitées et les délais prolongés d'obtention des autorisations administratives continuent de freiner la production américaine.
- L'Agence de protection de l'Environnement (EPA) a [lancé](#) le 26 octobre 2026 la stratégie PFAS TECH, destinée à accélérer le développement de technologies permettant de traiter et de détruire les PFAS. Celle-ci vise trois priorités : i) accélérer la recherche et l'innovation ii) tester les technologies en conditions réelles, iii) faciliter leur déploiement. L'EPA prévoit de soutenir la recherche par l'intermédiaire de programmes de subventions tels que STAR (Science to Achieve Results) et SBIR (Small Business Innovation Research). Elle souhaite également renforcer les partenariats entre les agences fédérales, les États, les universités, les entreprises et les collectivités locales. Les projets pilotes porteront notamment sur l'élimination des PFAS dans les eaux souterraines et sur

l'amélioration des méthodes d'échantillonnage, afin de réduire les coûts de surveillance et de dépollution.

- Le Département de l'Énergie a [salué](#) le 26 octobre la signature d'un accord d'approvisionnement en charbon de plus de 100M\$ sur trois ans entre la Navajo Transitional Energy Company (NTEC) et la société malaisienne TNB Fuel Services.
- Le Département de l'Énergie (DOE) a [annoncé](#) le 27 octobre un engagement conditionnel de prêt pouvant atteindre 5 Mds\$ pour financer la modernisation et l'augmentation de la puissance de 8 centrales du parc nucléaire de Constellation Energy dans l'Illinois, le Maryland et la Pennsylvanie. Le DOE indique que ce financement devrait permettre d'ajouter près de 1,1 GW de capacité de production électrique, de renforcer la fiabilité du réseau électrique, de réduire les coûts de l'électricité et d'améliorer la sécurité énergétique des États-Unis.

Transport et infrastructure

6. Le secrétaire aux Transports investit 498 M USD pour moderniser les infrastructures portuaires

Le 27 octobre, le Département des Transports (DOT) a [annoncé](#) 498 M\$ de financements fédéraux en faveur de 35 projets portuaires répartis dans 19 États, dans le cadre du programme Port Infrastructure Development Program (PIDP), piloté par la Maritime Administration (MARAD). Les investissements visent à moderniser les équipements, accroître les capacités de manutention, renforcer la résilience des ports face aux événements climatiques et améliorer leur sécurité. Parmi les principaux bénéficiaires figurent le port de Whittier, en Alaska (50,6 M\$), et Port Everglades, en Floride (30,8 M\$), dont les infrastructures seront renforcées pour accueillir des navires de plus grande taille et maintenir les opérations d'approvisionnement en carburant en cas d'intempéries. Cette enveloppe s'inscrit dans la stratégie de l'administration Trump visant à renforcer la compétitivité des ports américains, la résilience des chaînes d'approvisionnement et la puissance maritime des États-Unis.

« La solidité de l'économie de notre pays est directement liée à l'état de nos ports », a déclaré le secrétaire aux transports, Sean P. Duffy. « Cet investissement de près d'un demi-milliard de dollars permettra de réaliser des modernisations essentielles dans les ports à travers les États-Unis, afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement, de

réduire les coûts de transport maritime et de créer des emplois bien rémunérés pour les travailleurs américains. Sous la présidence de Donald Trump, la puissance maritime des Etats-Unis retrouve un nouvel élan et s'affirme plus que jamais. »

7. Le secrétaire aux Transports annonce la première autorisation de la FAA pour des essais de marché d'un aéronef eVTOL

Le 21 octobre, la Federal Aviation Administration (FAA) a [délivré](#) à l'américain BETA Technologies une autorisation inédite de navigabilité spéciale (Special Airworthiness Market Survey Certificate) pour son aéronef électrique à décollage et atterrissage verticaux ALIA (A250). Cette autorisation permet de réaliser des vols avec des opérateurs et partenaires afin d'évaluer les débouchés commerciaux de l'appareil, dans un périmètre géographique élargi. Elle s'inscrit dans le programme fédéral eVTOL Integration Pilot Program (eIPP), lancé en mars 2026 pour tester les applications de la mobilité aérienne avancée, notamment les taxis aériens, le transport régional, la logistique et les interventions médicales. Selon le secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, « La délivrance par la FAA d'un certificat spécial de navigabilité pour l'aéronef A250 de BETA constitue une nouvelle étape décisive pour préparer l'avenir de l'aviation aux États-Unis ».

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Un programme de 5 Mds USD de prêts garantis à destination des éleveurs et pêcheurs américains

L'U.S. Department of Agriculture a [annoncé](#), le 23 octobre, un programme de prêts garantis de 5 Mds USD – le Strengthening Processing for U.S. Ranchers (SPUR) – à destination des éleveurs, mais aussi des pêcheurs, afin d'améliorer et de diversifier les capacités de transformation de la viande et des fruits de mer, aux Etats-Unis. L'objectif est de rendre plus accessibles ces deux catégories de produit aux consommateurs américains. L'annonce s'inscrit dans le prolongement de deux décrets présidentiels publiés plus tôt, l'[un](#) visant à promouvoir une concurrence loyale entre tous types de producteurs de viandes, l'[autre](#) renforçant la compétitivité des produits de la mer pêchés aux Etats-Unis. Le lancement du programme SPUR, en soutien des petites entreprises de transformation de viande, y compris de la volaille, indépendantes ou

d'envergure régionale, se situe dans le droit fil de l'initiative Rancher First, lancée en septembre dernier. L'administration cherche avant tout à replacer les éleveurs américains au centre de l'approvisionnement alimentaire. En outre, l'inclusion de la transformation de produits de la mer dans le programme SPUR consolide l'extension de compétence de l'USDA dans le secteur des productions marines, à la suite de la création d'un [bureau des produits de la mer](#), début 2026. Le programme SPUR est censé offrir une garantie de prêt de 90% aux bailleurs commerciaux, qui pourront accorder des financements pouvant atteindre 175 M USD par projet. Le programme sera accessible aux banques fédérales comme aux banques étatiques, aux associations d'épargne et de prêt, enfin aux coopératives de crédit.

9. Pour contrer la hausse des intrants en agriculture, l'administration met à disposition une enveloppe de 8 Mds USD

Similaire au programme Farmer Bridge Assistance (FBA) - doté de 12 Mds USD et lancé début d'année 2026 pour soutenir à court terme les agriculteurs américains face aux pertes commerciales, à l'inflation et à l'explosion des coûts de production durant l'année de récolte 2025 -, le programme [Harvest Fuel Relief](#) (HFR), d'un montant de 8 Mds USD, fournit, lui, un soutien pour couvrir une partie des pertes accumulées en 2026 liées à l'augmentation du prix des combustibles, et plus généralement, du coût des intrants, en cette période de récolte. L'octroi de l'aide se fera au prorata des surfaces cultivées, avec intégration dans l'équation des coûts de production, ainsi que des rendements attendus et des estimations du montant de l'offre et de la demande au niveau mondial.

Brèves

- L'USDA a [annoncé](#) la sélection de 8 projets industriels de fabrication d'engrais, au titre du programme *Fertilizer Investments and Expansion for Long-Term Domestic Supply* (FIELDS). Ces projets représentent plus de 1,3 Md USD d'investissements au total, dont environ 573 M USD de financement venant de l'USDA. L'objectif poursuivi est de subventionner la construction et l'extension d'usines de fabrication d'engrais (à base d'ammonium, de phosphore et de potassium), sur le sol américain. *In fine*, le programme a vocation à remplacer le dispositif mis en œuvre sous l'ère Biden – le *Fertilizer Production Expansion Program* –, en supprimant les critères environnementaux liés au climat,

considérés comme des freins au déploiement de projets industriels.

- Le 24 octobre, l'USDA et la *National Aeronautics and Space Administration* (NASA) ont signé un [protocole d'accord](#) pour améliorer la qualité des analyses géospatiales et des méthodologiques statistiques, au bénéfice des agriculteurs américains. Le partenariat entre les deux départements existe de longue date, mais en 2025, l'administration en place a décidé de tirer parti des récentes technologies issues de la recherche aéronautique et spatiale pour les transposer à l'agriculture et, ainsi, en accroître les performances. Cet accord avec la NASA s'inscrit dans le [plan de modernisation des données](#) de l'USDA, lancé en septembre 2026, censé améliorer la rapidité, la précision et l'usage des données agricoles.
- L'USDA a confirmé la première détection de la mouche responsable du "*New World Screwworm*" sur un animal sauvage. Il s'agit d'un élan, se trouvant dans le comté de Pecos (Texas). Cette détection met en lumière le rôle essentiel que jouent les chasseurs, les propriétaires terriens, ainsi que tous les professionnels et passionnés de la faune sauvage pour aider à détecter la mouche et à ralentir sa propagation. A ce jour, l'USDA a déclaré 66 foyers en élevages, depuis l'apparition du parasite le 3 juin dernier au Texas.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le Centre mondial des politiques d'innovation (GIPC) de la Chambre de Commerce des Etats-Unis a [publié](#) l'Index du commerce des médicaments dangereux. Cet index est conçu pour apporter davantage de clarté sur le défi mondial que représentent les médicaments dangereux et illicites. Il évalue 12 économies sélectionnées et vise les décideurs politiques à renforcer les systèmes qui protègent les patients, les systèmes de santé et les titulaires de droits de propriété intellectuelle.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 26 octobre, Anthropic a [déposé](#) publiquement son prospectus d'introduction en bourse (formulaire S-1), après un dépôt confidentiel en juin. L'entreprise prévoit d'être cotée au Nasdaq sous le symbole « ANT » ; le nombre d'actions et la fourchette de prix ne sont pas encore fixés, et la cotation pourrait intervenir mi-novembre selon la presse. Le document révèle un chiffre d'affaires de 16,3 Md\$ au premier semestre 2026, contre 1,2 Md\$ un an plus tôt, une perte nette de 80,7 Md\$ sur la période et un premier bénéfice d'exploitation trimestriel (974 M\$ au deuxième trimestre). Il prévoit en outre que les sept cofondateurs conserveront, via une action spécifique, 50,1 % des droits de vote sur la plupart des décisions. Anthropic avait été valorisé à 965 Md\$ lors de sa dernière levée de fonds, en mai.
- Le 28 octobre, l'agence Reuters a [rapporté](#) que le département de la Justice (DoJ), chargé avec la Federal Trade Commission (FTC) de faire appliquer le droit de la concurrence au niveau fédéral, étudiait les conséquences du rachat de Hugging Face par Nvidia, annoncé le 3 septembre pour 12,9 Md\$, en vue d'une potentielle enquête. Fondée par des Français, Hugging Face est la principale plateforme de partage de modèles d'IA en libre accès. Selon les sources de Reuters, le DOJ chercherait à déterminer si l'opération permettrait à Nvidia de contrôler un point de distribution essentiel dans l'économie de l'IA.

Santé

Brèves

- Le 22 octobre, la Biotechnology Innovation Organization (BIO), principale fédération du secteur biotech américain, a [appelé](#) à la prudence sur une nouvelle règle adoptée par le Département du Trésor américain, visant à encadrer les investissements sortants vers la Chine. Tout en approuvant le principe de considérer le secteur des biotechnologies comme « stratégique », elle a mis en garde contre une approche trop englobante qui créerait de l'incertitude pour les innovateurs et investisseurs et risquerait paradoxalement d'affaiblir la compétitivité biotech américaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)